

Le Groupe communautaire L'itinéraire

Dès 1990, le Groupe L'itinéraire a été créé par des intervenants du Centre Préfontaine (aujourd'hui le centre Dollard-Cormier) aidé par une dizaine de personnes qui avaient connu la rue et la toxicomanie et qui avaient franchi des étapes telle la désintoxication (complète ou partielle) et la stabilisation en logement. Mais la réinsertion n'était pas jugée complète à l'époque. Les gens demeuraient inactifs, exclus du marché de l'emploi, isolés dans leur logement. Sans place en société, ils risquaient de perdre leurs acquis, de retomber dans la drogue et de se retrouver à nouveau dans la rue.

S'appuyant sur l'approche de l'*empowerment*, le Groupe voulait se donner pour mission de créer un «environnement amélioré» pour ces personnes, un lieu de responsabilité, de capacité décisionnelle individuelle et collective. Il déployait des moyens pouvant faire en sorte que les personnes retrouvent leur capacité de travail et de retour sur le marché de l'emploi.

Le nom du Groupe a été déterminé par cette intention, L'itinéraire, le cheminement de la rue au logement puis au travail. Considérant que le marché du travail traditionnel ne pouvait pas accueillir des personnes qui sont encore en cheminement, qui ont encore des épisodes de consommation de drogues, le Groupe a visé la création d'une entreprise qui embaucherait les personnes itinérantes et toxicomanes. La maintenance d'un café modeste, le «Café rencontre» et la publication d'un journal gratuit distribué dans les maisons de chambres et refuges ont été les premiers projets.

Puis, l'idée d'un journal de rue, c'est-à-dire une publication achetée puis revendue sur la rue par des personnes en situation de grande précarité ou d'itinérance, est venue en tête des responsables de l'époque et une subvention de 30 000 \$ de la Ville de Montréal a été la bougie d'allumage.

L'itinéraire utilise la vente du magazine pour remettre les gens en action et leur donner une emprise sur leur vie. Les personnes qui vendent le magazine doivent se prévoir un budget pour garder un inventaire et ils doivent se faire un horaire pour être présents à leur points de vente à des moments propices. Une grande partie de leur réinsertion et de leur réaffilia-

tion sociale se fait au contact du public. Bien que les camelots subissent encore des regards méprisants de certaines personnes, ils ne rencontrent pas moins des personnes qui ne les jugent pas et avec qui ils entretiennent des relations des plus cordiales. Les personnes qui achètent L'itinéraire sont des personnes ouvertes d'esprit, généreuses et solidaires qui souvent «adoptent» leur camelot. Ce réseau de personnes qui se soucient de leur sort insuffle une pression positive quant à l'amélioration de leur situation. C'est aussi un réseau de soutien qui apporte conseils et encouragements quand les camelots vivent une période difficile. L'inverse est aussi vrai, les camelots, de par leur vécu, sont souvent source de conseils et d'encouragement pour leurs clients. Pour ceux d'entre eux prêts à prendre la parole, un accompagnement à la rédaction est offert, puisqu'il est important de spécifier que les personnes de la rue contribuent de façon importante au contenu du magazine.

Au niveau des services, L'itinéraire offre un cadre de service en assurant une aide alimentaire et une équipe d'intervenants qui les accompagnent dans leur processus d'autonomisation. Ces intervenants travaillent à régler autant les problèmes de base (logement, budget, toxicomanie) que les problèmes inhérents à la reprise de contrôle sur soi (anxiété, estime de soi, motivation, acceptation des autres).

Comme organisme qui rencontre des personnes affectées par toute sorte de problématiques, l'organisme œuvre également au référencement vers des organisations de luttes contre la toxicomanie, vers des soins médicaux divers et des ressources spécialisées.

Les gouvernants : ouverture mais aussi radicalisation

Si le phénomène de l'itinérance retient de plus en plus l'attention des différents gouvernements, leur approche semble malheureusement en être une de gestion de nuisance publique que d'amélioration réelle des conditions de vie des populations les plus pauvres. L'imposition du modèle «Housing First» par le gouvernement fédéral est particulièrement évocateur. Ce modèle préconise un placement rapide en logement privé avec la visite hebdomadaire d'un intervenant social pour aider la personne à se maintenir en logement. Ce modèle a la particularité de s'attaquer à la forme d'itinérance la plus visible et la plus dérangeante pour la population, c'est-à-dire l'itinérance chronique.